

N°387
AOÛT
2022

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française
et comparaisons

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

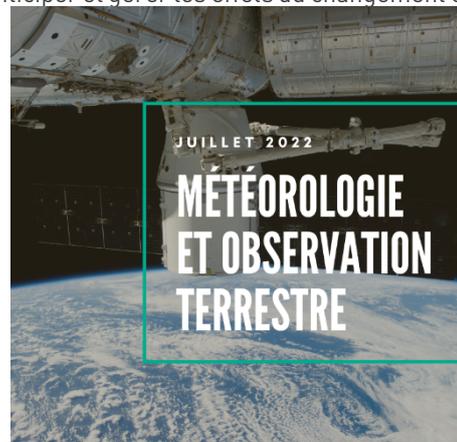
PUBLICATIONS RÉCENTES SUR LES OBLIGATIONS VERTES

Depuis 2017, la France émet des obligations souveraines vertes qui permettent à l'État français d'accélérer le verdissement de son économie. Ces obligations permettent de financer les investissements verts de l'état via les dépenses vertes éligibles (DVE).

La France a à ce jour émis trois obligations vertes pour un encours total de 51,4 milliards d'euros : deux obligations nominales lancées en 2017 et 2021 - l'OAT 2039 et l'OAT 2044 - et une obligation indexée sur l'inflation européenne lancée en mai 2022 - l'OAT*€i* 2038. L'intérêt important et grandissant pour ces produits est lié au nécessaire verdissement des portefeuilles et suppose donc des standards élevés de transparence, notamment lorsqu'il s'agit de rendre compte de la mise en œuvre des dépenses vertes et de leur impact. C'est un engagement que l'Agence France Trésor a pris dès le lancement inaugural de la première OAT verte. La France, pionnière en matière d'obligations vertes souveraines, a contribué à établir ce haut niveau d'exigence sur le marché de la finance durable.

Pour répondre à ses engagements, l'Agence France Trésor vient de publier son [cinquième rapport d'allocation et de performance des obligations vertes](#). Celui-ci présente l'ensemble des dépenses adossées aux émissions d'OAT vertes réalisées en 2021, ainsi que les indicateurs de performance qui leur sont associés. Ce nouveau rapport analyse plus en détail le lien entre l'émission d'obligations vertes et l'élaboration du Budget vert. Pour rappel, la France a mis en place en 2020 une nouvelle classification des dépenses budgétaires et fiscales qui font l'objet d'une cotation selon leur impact sur l'environnement et une identification des ressources publiques à caractère environnemental. Le rapport met en évidence une cotation favorable pour l'ensemble des dépenses vertes éligibles (DVE). Il montre aussi que le périmètre des DVE est plus restreint que celui des dépenses cotées favorablement au budget vert, tout en expliquant cet écart.

Depuis 2018, l'Agence France Trésor publie aussi régulièrement des analyses concernant l'impact environnemental de certaines des dépenses vertes adossées aux obligations vertes. Ainsi, le [cinquième rapport d'évaluation](#), publié en juillet, traite des subventions publiques accordées aux activités de prévisions météorologiques et d'observation de la Terre de plusieurs organismes français et européens dont Météo-France, le Centre national d'études spatiales (CNES) et l'Agence spatiale européenne (ESA). Ce rapport atteste que ces financements permettent à différents acteurs de mieux anticiper et gérer les effets du changement climatique, tout en protégeant la biodiversité et la qualité de l'atmosphère.



En cinq ans, le marché des obligations vertes s'est fortement développé et se structure de plus en plus, notamment au niveau européen avec l'élaboration en cours d'un standard d'obligation verte. Dans ce contexte, l'Agence France Trésor a lancé une analyse approfondie des dépenses vertes éligibles au prisme de la Taxonomie européenne, qui révèle notamment les enjeux de production et de collecte des données permettant de déterminer l'éligibilité à la Taxonomie ; cette analyse, dont les résultats à date sont publiés dans le cinquième rapport d'allocation, est appelée à se poursuivre.

Le Programme de Stabilité a pour objectif d'exposer les prévisions de croissance et la trajectoire de finances publiques que le Gouvernement s'est fixées à horizon 2027. Cette trajectoire traduit l'objectif de retour à des comptes publics normalisés une fois la crise sanitaire passée : le déficit public reviendrait sous le seuil de 3 % à l'horizon 2027, grâce à un ajustement structurel de 0,3 point de PIB par an à compter de 2024. Cela conduirait à une décrue du ratio de la dette publique à compter de 2026.

Le scénario macroéconomique sous-jacent au Programme de Stabilité prévoit qu'après avoir fortement rebondi en 2021 (+6,8 %), le PIB français continuerait à progresser en 2022 (+2,5 %). Après un léger recul au 1er trimestre 2022 (-0,2 %) du fait de la vague épidémique au début du trimestre et de la guerre en Ukraine à la fin, l'amélioration de la situation sanitaire au 2e trimestre puis le renforcement des mesures du Gouvernement en faveur du pouvoir d'achat soutiendraient l'activité sur le reste de l'année, qui serait notamment tirée par un rebond de la consommation après son recul au 1er trimestre. En effet, le pouvoir d'achat serait préservé en dépit de la dynamique de l'inflation et progresserait légèrement sur l'année, grâce à la fois aux mesures de soutien direct aux revenus et à celles pour limiter l'inflation (bouclier tarifaire et remise carburants).

Par la suite, la croissance serait de +1,4 % en 2023, puis accélérerait sur la période 2024-2027, passant de 1,6 % à 1,8 %. Elle serait légèrement supérieure à son rythme potentiel afin de refermer l'écart de production. En 2023, le rebond (+1,4 %) serait atténué par la situation géopolitique et les tensions côté offre mais soutenu par les mesures de soutien au pouvoir d'achat. Il serait plus marqué à partir de 2024 (+1,6 %) et s'accélérerait jusqu'en 2027 (+1,8 %), pour s'établir à 1,7 % en moyenne sur la période 2024-2027. L'emploi serait dynamique, sous l'effet des mesures qui contribueraient à accroître l'offre de travail et à atteindre le plein emploi, notamment la poursuite de la réforme de l'assurance chômage, la réforme des retraites, la réforme du RSA, l'amélioration de l'accompagnement des demandeurs d'emploi (réforme de Pôle Emploi en France Travail), l'élargissement au lycée professionnel du succès de l'apprentissage, et la mise en place d'un service public de la petite enfance.

Concernant les finances publiques, l'année 2022, première année du Programme de Stabilité, a été marquée d'abord par une nouvelle vague épidémique qui a freiné l'activité en début d'année et surtout par un environnement économique international dégradé dès la fin du mois de février en raison de l'invasion russe en Ukraine. Celle-ci a entraîné une forte hausse des prix des matières premières, un rebond des tensions d'approvisionnement et une augmentation de l'incertitude. Dans ce contexte, le Gouvernement a mis en place plusieurs dispositifs pour contenir la hausse des prix de l'énergie, protéger le pouvoir d'achat des ménages et soutenir les entreprises, avec un impact direct sur les finances publiques : l'ensemble de ces mesures s'élèverait à 41 Md€, mais leur impact sur le solde public serait en partie compensé par les économies réalisées sur les charges de service public de l'énergie.

Pour autant, la prévision de solde public pour 2022 retenue dans le Programme de Stabilité (qui est identique à celle du Projet de loi de finances rectificative) s'établit au même niveau que celle inscrite en LFI pour 2022, soit -5,0% du PIB en 2022. En effet, les recettes et les dépenses ont toutes deux été fortement révisées en hausse depuis la LFI : ces deux mouvements concomitants, liés chacun en partie au surcroît d'inflation, se compensent globalement. Au total, en 2022, les mesures de soutien d'urgence s'élèveraient encore à 15 Md€ mais ne seraient quasiment plus constituées que de dépenses de santé directement liées à la crise sanitaire (11 Md€) : les autres dispositifs sont en cours d'extinction. Les dépenses du plan France Relance s'élèveraient à 20 Md€, partiellement financées par l'Union européenne à hauteur de 11 Md€.

Sur la période 2023-2027, le Gouvernement s'est fixé pour objectif le retour à des comptes publics normalisés une fois la crise sanitaire passée : le déficit public reviendrait sous le seuil de 3 % à l'horizon 2027, grâce à un ajustement structurel de 0,3 point de PIB par an à compter de 2024. Cela conduirait à une décrue du ratio de la dette publique à compter de 2026. Cette maîtrise des finances publiques doit s'accompagner d'un renforcement de la qualité des dépenses, notamment des investissements indispensables pour assurer la transition écologique et numérique, atteindre le plein emploi et s'assurer de la compétitivité de nos entreprises (avec des mesures ambitieuses comme la suppression de la CVAE dès 2023). Dans ce contexte, les dépenses des plans France Relance et France 2030 se poursuivront, permettant de soutenir l'activité et le potentiel de croissance, en accélérant la transition écologique, en favorisant l'investissement, l'innovation, la cohésion sociale et territoriale et en assurant la souveraineté

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Croissance du PIB	6,8	2,5	1,4	1,6	1,7	1,7	1,8	(croissance réelle)
Solde public	-6,4	-5,0	-5,0	-4,6	-4,0	-3,4	-2,9	(% du PIB)
Solde conjoncturel	-1,5	-0,8	-0,8	-0,7	-0,4	-0,2	0,0	(% du PIB)
Solde structurel	-4,8	-4,0	-4,1	-3,8	-3,5	-3,2	-2,9	(% du PIB potentiel)
<i>Mesures ponctuelles et temporaires</i>	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0	(% du PIB potentiel)
Ratio de dépenses publiques	58,4	57,3	55,5	55,2	54,7	54,1	53,5	(% du PIB)
Ratio de prélèvements obligatoires	44,3	44,8	43,5	43,8	44,0	44,0	44,0	(% du PIB)
Evolution de la dépense publique hors crédit d'impôt	4,3	3,0	1,4	2,8	2,5	2,1	2,4	(croissance nominale)
	2,7	-2,0	-1,8	0,8	0,7	0,3	0,6	(croissance réelle)
Dette publique	112,5	111,9	111,7	112,8	113,3	113,2	112,5	(% du PIB)

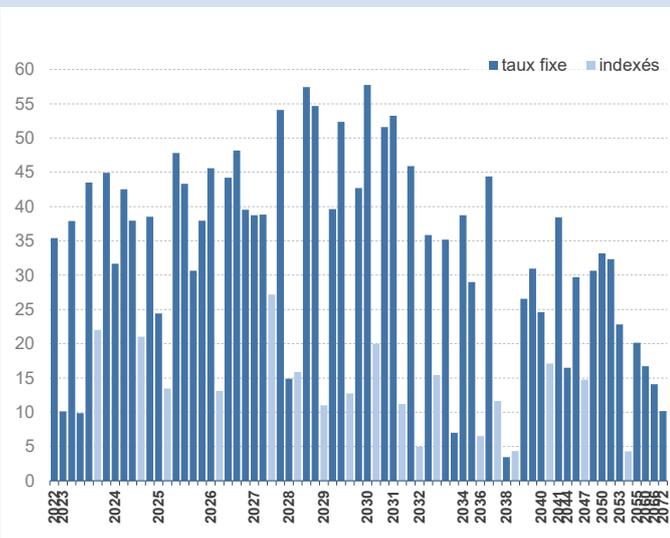
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Septembre 2022	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19
Octobre 2022	date d'adjudication	3	10	17	24	31	20	6	20
	date de règlement	5	12	19	16	02/11	24	10	24

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 JUILLET 2022

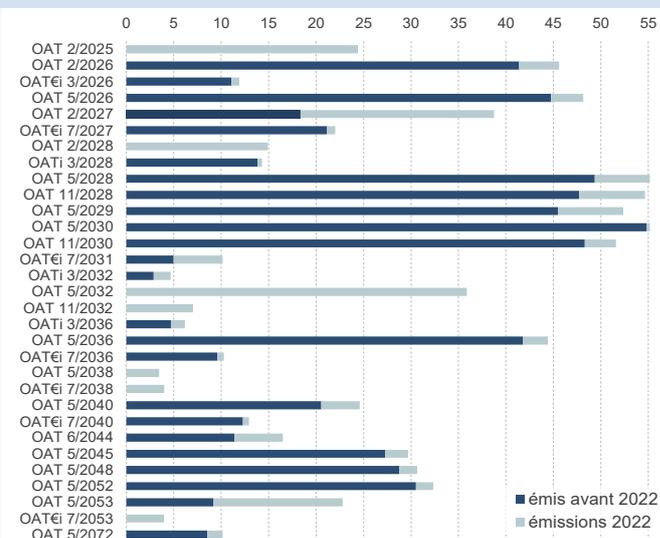
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 JUILLET 2022

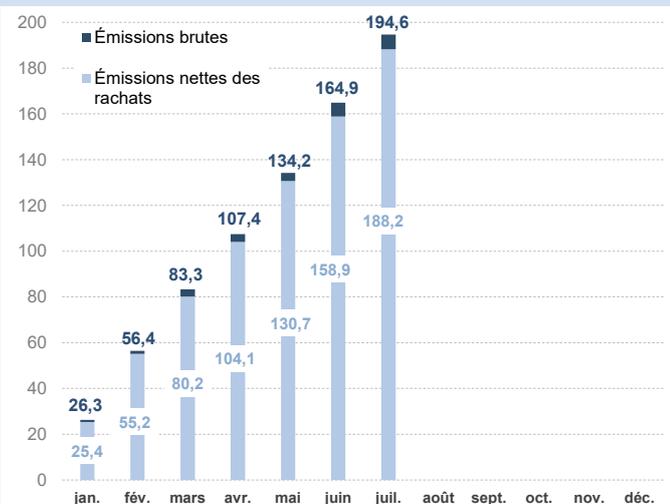
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 JUILLET 2022

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 JUILLET 2022

EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
août-22		
sept-22		
oct-22	9,1	35,4
nov-22	1,7	
déc-22		
janv-23		
févr-23	0,1	10,1
mars-23	0,1	37,9
avr-23	9,1	9,9
mai-23	9,4	43,5
juin-23	0,6	
juil-23		22,8

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 1^{ER} TRIMESTRE 2022

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



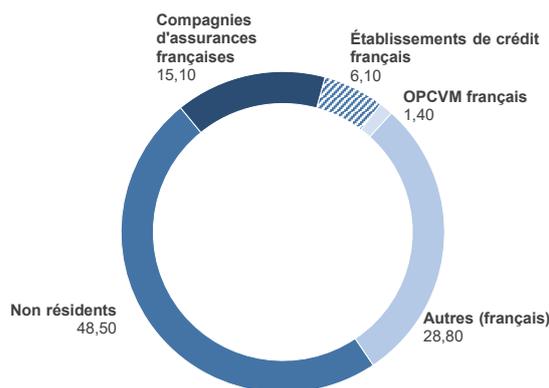
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 1^{ER} TRIMESTRE 2022

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 JUILLET 2022

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 082 924 641 750
Encours démembré	56 515 571 200
Durée de vie moyenne	9 ans et 65 jours
Total dette à court terme	143 818 000 000
Durée de vie moyenne	114 jours
Encours total	2 226 742 641 750
Durée de vie moyenne	8 ans et 221 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 31 JUILLET 2022

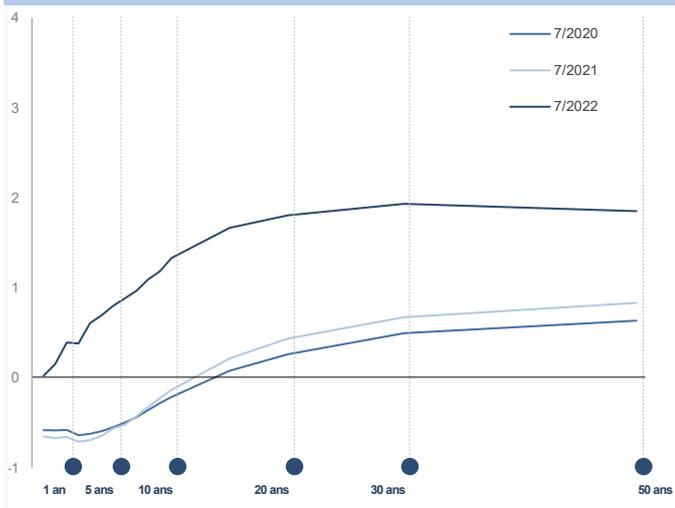
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2019	Fin 2020	Fin 2021	Fin juin 2022	Fin juillet 2022
Encours de la dette négociable	1 823	2 001	2 145	2 220	2 227
<i>dont titres indexés</i>	226	220	236	267	247
Moyen et Long Terme	1 716	1 839	1 990	2 076	2 083
Court Terme	107	162	155	144	144
Durée de vie moyenne de la dette négociable	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	63 jours	73 jours	153 jours	196 jours	221 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

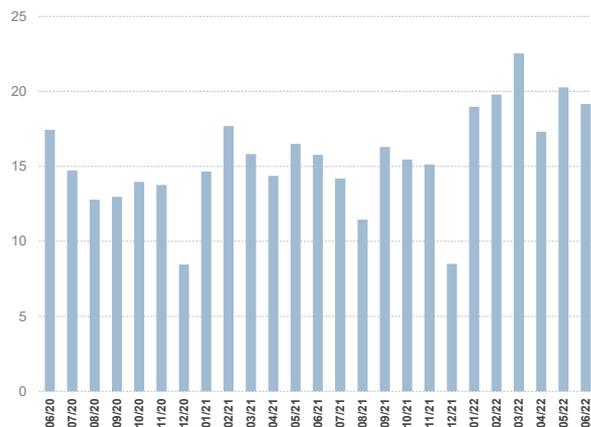
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

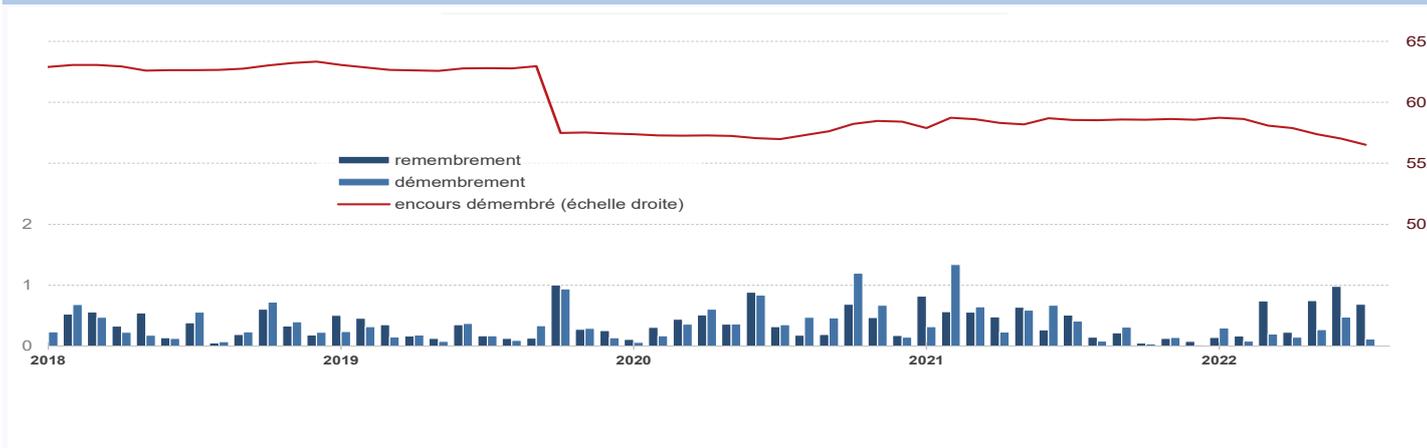
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

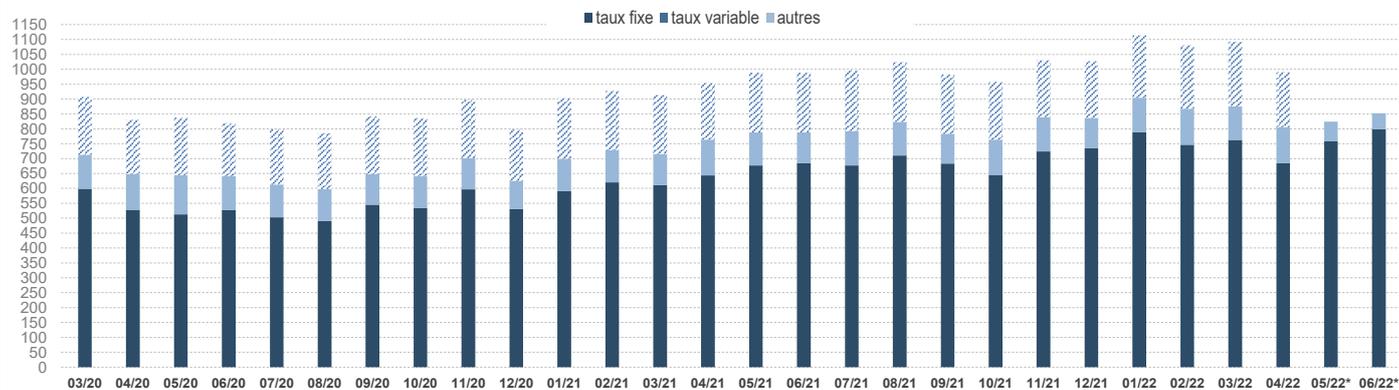
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 JUILLET 2022

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0127176420	BTF 3 août 2022	6 188 000 000
FR0126893579	BTF 10 août 2022	6 805 000 000
FR0127176438	BTF 17 août 2022	6 537 000 000
FR0127034686	BTF 24 août 2022	4 969 000 000
FR0127176446	BTF 31 août 2022	6 889 000 000
FR0126893587	BTF 7 septembre 2022	7 599 000 000
FR0127176453	BTF 14 septembre 2022	6 762 000 000
FR0127176461	BTF 21 septembre 2022	4 893 000 000
FR0127176479	BTF 28 septembre 2022	5 847 000 000
FR0126893694	BTF 5 octobre 2022	7 026 000 000
FR0127316927	BTF 12 octobre 2022	6 343 000 000
FR0127176487	BTF 19 octobre 2022	5 657 000 000
FR0127316935	BTF 26 octobre 2022	3 228 000 000
FR0126893702	BTF 2 novembre 2022	6 430 000 000
FR0127176495	BTF 16 novembre 2022	5 284 000 000
FR0126893710	BTF 30 novembre 2022	3 248 000 000
FR0127316976	BTF 14 décembre 2022	5 464 000 000
FR0127034694	BTF 4 janvier 2023	7 040 000 000
FR0127034702	BTF 25 janvier 2023	5 965 000 000
FR0127034710	BTF 22 février 2023	6 905 000 000
FR0127034728	BTF 22 mars 2023	5 544 000 000
FR0127176370	BTF 19 avril 2023	5 589 000 000
FR0127176388	BTF 17 mai 2023	4 721 000 000
FR0127176396	BTF 14 juin 2023	5 166 000 000
FR0127317016	BTF 12 juillet 2023	3 719 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2022 - 2025) AU 31 JUILLET 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2022		35 420 000 000				
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	35 420 000 000			0	
Échéance 2023		168 259 683 903				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	10 109 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	37 888 500 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	9 866 695 903			5 216 165 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	43 486 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	21 991 488 000 (1)	1,21850	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			452 985 000	
Échéance 2024		171 714 674 850				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	21 021 674 850 (1)	1,17315	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		197 604 119 198				
FR0014007TY9	OAT 0,00 % 25 février 2025	24 402 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	13 481 191 080 (1)	1,11066	12 138 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	43 331 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 786 964 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2026 ET PLUS) AU 31 JUILLET 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2026		190 582 497 000				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	13 097 497 000 (1)	1,10063	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	48 166 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		158 846 025 550				
FR0014003513	OAT 0,00 % 25 février 2027	38 747 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	27 186 025 550 (1)	1,23455	22 021 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	54 099 000 000			64 743 600	
Échéance 2028		142 886 035 631				
FR001400AIN5	OAT 0,75 % 25 février 2028	14 893 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	15 864 853 480 (1)	1,10881	14 308 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	33 182 151 (2)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	57 437 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	54 658 000 000			0	x
Échéance 2029		158 428 677 428				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	11 000 713 440 (1)	1,11152	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 170 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	52 350 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	12 759 083 530 (1)	1,38910	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
Échéance 2030		129 311 034 560				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	57 749 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	19 956 034 560 (1)	1,15808	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	51 606 000 000			0	x
Échéance 2031		110 350 648 660				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	53 267 000 000			53 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	11 187 648 660 (1)	1,10234	10 149 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00 % 25 novembre 2031	45 896 000 000			0	x
Échéance 2032		98 500 082 430				
FR0014003N51	OATi 0,10 % 1 mars 2032	4 971 350 550 (1)	1,06567	4 665 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00 % 25 mai 2032	35 865 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	15 443 409 280 (1)	1,42783	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 703 657 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00 % 25 novembre 2032	7 028 000 000			0	x
Échéances 2033 et plus		521 021 162 540				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	38 746 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			2 482 237 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	6 542 489 770 (1)	1,06261	6 157 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	44 411 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	11 658 672 320 (1)	1,13588	10 264 000 000	0	x
FR0014009O62	OAT 1,25 % 25 mai 2038	3 466 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2038	4 329 360 000 (1)	1,08234	4 000 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 652 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	24 600 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	17 100 153 980 (1)	1,32262	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	38 446 000 000			4 502 499 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50 % 25 juin 2044	16 498 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	29 702 000 000			752 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	14 752 255 390 (1)	1,15261	12 799 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	30 644 000 000			639 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	33 195 000 000			206 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	32 326 000 000			699 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75 % 25 mai 2053	22 796 000 000			183 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2053	4 288 231 080 (1)	1,08234	3 962 000 000	0	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	20 118 000 000			10 849 818 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 779 204 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	14 075 000 000			1 185 800 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	10 152 000 000			91 200 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[2] valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-0,4 %	05/2022
Consommation des ménages*, glissement annuel	-4,9 %	07/2022
Taux de chômage (BIT)	7,3 %	T1-2022
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	5,8 %	06/2022
• ensemble hors tabac	6,0 %	06/2022
Solde commercial, fab-fab, cvs	-13,0 Md€	05/2022
" "	-12,7 Md€	04/2022
Solde des transactions courantes, cvs	-3,9 Md€	05/2022
" "	-2,7 Md€	04/2022
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,07 %	31/8/2022
Taux d'intérêt à 3 mois (€ster)	-0,08 %	31/8/2022
Euro / dollar	1,01	31/8/2022
Euro / yen	138,86	31/8/2022

* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

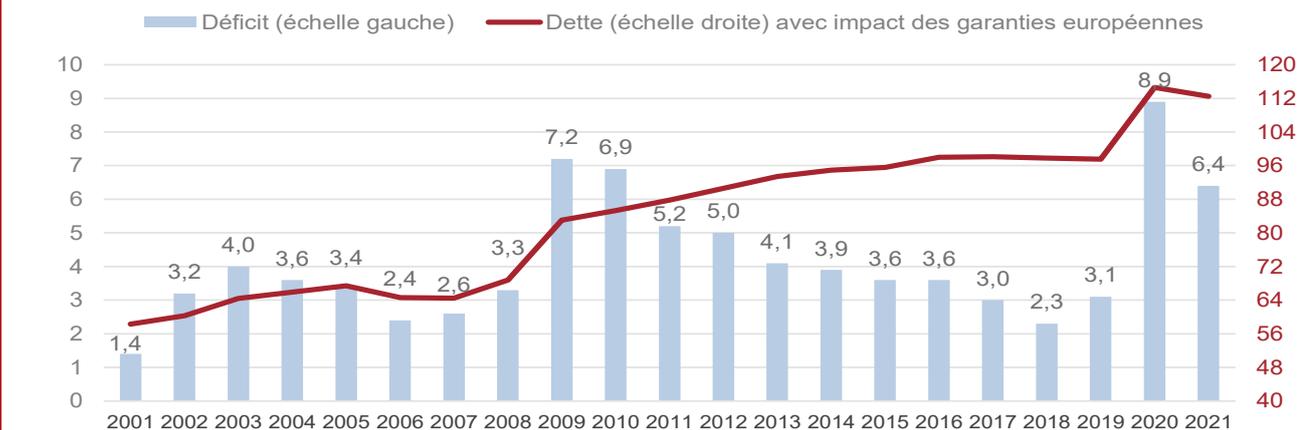
EN MILLIARDS D'EUROS

			niveau à la fin juin		
	2020	2021	2020	2021	2022
Solde du budget général	-172,68	-171,52	-101,29	-118,12	-61,33
Recettes	282,69	324,95	129,27	141,14	176,66
Dépenses	455,37	496,47	230,55	259,26	237,99
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-5,42	0,79	-23,59	-13,17	-14,76
Solde général d'exécution	-178,07	-170,73	-124,88	-131,29	-76,08

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

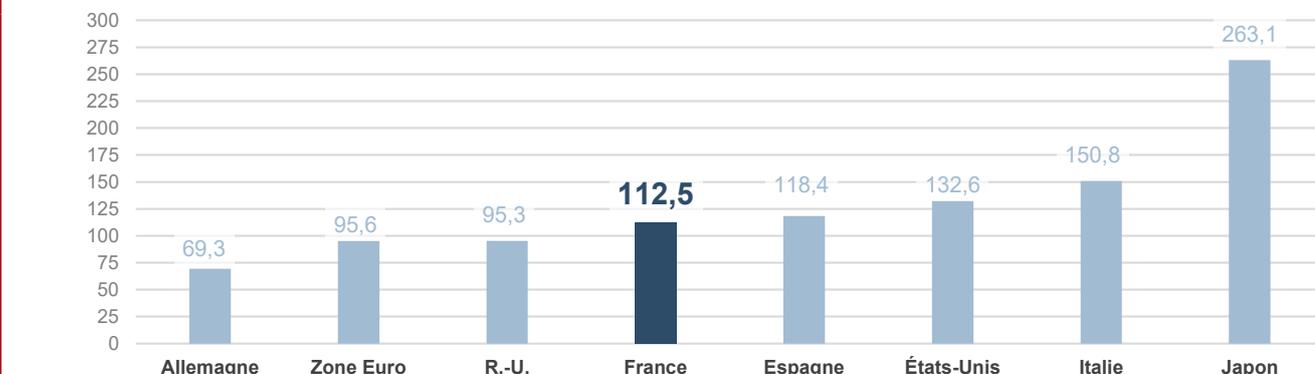
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2021

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

SEPTEMBRE 2022 

8 Balance des paiements en juillet	8 Emploi salarié - résultats définitifs au T2	8 Commerce extérieur en juillet	9 Indice de la production industrielle en juillet	15 Réserves nettes de change en août	15 Indice des prix à la consommation en août - résultats définitifs
16 Inflation (IPCH) : indice définitif en août	22 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en septembre	23 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques	28 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en septembre	30 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en août	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en août
30 Indice des prix à la consommation en septembre - résultats provisoires	30 Inflation (IPCH) : indice provisoire en septembre				

OCTOBRE 2022 

5 Balance des paiements en août	5 Emploi salarié - première estimation au T3	5 Commerce extérieur en août	5 Indice de la production industrielle en août	12 Réserves nettes de change en septembre	12 Taux de chômage au sens du BIT au T3
12 Indice des prix à la consommation en septembre - résultats définitifs	18 Inflation (IPCH) : indice définitif en septembre	25 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en octobre	26 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en octobre	31 Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés au T3	31 Indice des prix à la consommation en octobre résultats provisoires
31 Dépenses de consommation des ménages en biens en septembre	31 Inflation (IPCH) : indice provisoire en octobre	31 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en septembre			

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
 Rédaction : Agence France Trésor
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».